

Politique de confidentialité de Démarches sociales

Traitements des données à caractère personnel

Traitement relatif à l'accès à la plateforme

Le responsable de traitement des données à caractère personnel collectées pour l'accès à la plateforme « Démarches sociales » est la Direction du numérique des ministères sociaux.

Traitement relatif aux démarches administratives de Démarches sociales

Le responsable de traitement des données à caractère personnel collectées dans le cadre de la réalisation et la complétion des démarches administratives mises en ligne demeure l'Administration autorisée par la réglementation. La Direction du numérique des ministères sociaux sera sous-traitant des données traitées dans ce cadre.

Finalités

L'outil numérique peut collecter des données à caractère personnelles pour améliorer l'accès des usagers aux administrations et faciliter la réalisation de démarches administratives.

Données à caractère personnel traitées

Responsable de traitement	Catégorie de données	Base juridique	Droit des personnes
DNUM des ministères sociaux	Données relatives aux comptes ; Données d'hébergeur	Mission d'intérêt public ; Obligation légale	DNUM des ministères sociaux
Administration partenaire	Données relatives aux formulaires	Choisie par l'administration partenaire selon la réglementation	Administration partenaire

La plateforme peut collecter les données à caractère personnel suivantes :

- Données relatives aux comptes (adresse e-mail) ;
- Données relatives aux formulaires (Civilité, date de naissance, adresse e-mail, téléphone, adresse, pays, région, commune, données relatives à la couverture sociale,

- certificat médical, titre ou document d'identité ; données ou justificatifs financières, NIR, données relatives à la santé) ;
- Données d'hébergeur ou de connexion ;

Bases juridiques des traitements de données

Les données traitées à l'occasion de ces traitements ont plusieurs fondements juridiques :

- L'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable de traitement au sens de l'article 6-e du RGPD ;
- L'obligation légale à laquelle est soumise le responsable de traitements au sens de l'article 6-c du RGPD ;

Ces fondements sont précisés ci-dessous :

a. Données relatives aux comptes

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable de traitement au sens de l'article 6-e du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Cette mission d'intérêt public est notamment prévue aux articles 2 et 3 de l'arrêté du 27 décembre 2019 modifié portant organisation de la direction du numérique.

b. Données relatives aux formulaires

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable de traitement au sens de l'article 6-e du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

c. Données de connexion

Ce traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable de traitement est soumis au sens de l'article 6-c du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

L'obligation légale est posée par la loi LCEN n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique et par l'article 1 du décret n°2021-1363 du 20 octobre 2021 portant injonction au regard de la menace grave et actuelle contre la sécurité nationale, de conservation pour une durée d'un an de certaines catégories de données de connexion.

d. Cookies

En application de l'article 5(3) de la directive 2002/58/CE modifiée concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, transposée à l'article 82 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les traceurs ou cookies suivent deux régimes distincts.

Les cookies strictement nécessaires au service ou ayant pour finalité exclusive de faciliter la communication par voie électronique sont dispensés de consentement préalable au titre de l'article 82 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978.

Les cookies n'étant pas strictement nécessaires au service ou n'ayant pas pour finalité exclusive de faciliter la communication par voie électronique doivent être consenti par l'utilisateur.

Ce consentement de la personne concernée pour une ou plusieurs finalités spécifiques constitue une base légale au sens du RGPD et doit être entendu au sens de l'article 6-a du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Durée de conservation

Type de données	Durée de conservation
Données relatives aux comptes	Jusqu'à la suppression du compte.
Données relatives aux formulaires	<p>Sous réserve des durées de conservation choisies par l'Administration partenaire et spécifiques à chaque formulaire, les durées de conservation suivantes seront appliquées :</p> <p>Lorsque le formulaire n'est pas complet (dossier « brouillon »), les données sont conservées dans un délai de 15 jours sans activité.</p> <p>Lorsque le formulaire est complet, mais qu'il est refusé, les données sont conservées dans un délai de 36 mois à compter de la décision de refus.</p> <p>Lorsque le formulaire est complet et qu'il a été validé par l'administration, les données sont conservées dans un délai de 36 mois à compter de la décision d'acceptation.</p>

Données de connexion	1 an , conformément au décret n°2021-1363 du 20 octobre 2021.
----------------------	--

Droit des personnes concernées

Vous disposez des droits suivants concernant vos données à caractère personnel :

- Droit d'information et droit d'accès aux données ;
- Droit de rectification des données ;
- Données de suppression des données (lorsque le formulaire n'est pas complet et en attente d'une réponse) ;
- Droit d'opposition au traitement de données (à l'exception des données de connexion).

Chaque Administration veille au respect des droits des personnes concernées par le traitement s'agissant des données relatives aux formulaires. Chaque formulaire contient une adresse e-mail fournie par l'Administration « responsable de traitement », permettant aux personnes concernées un exercice effectif de leur droit.

La DNUM des ministères sociaux est chargé de veiller au respect des droits des personnes concernées par le traitement s'agissant des données relatives aux comptes.

Pour les exercer, faites-nous parvenir une demande en précisant la date et l'heure précise de la requête – ces éléments sont indispensables pour nous permettre de retrouver votre recherche – par voie électronique à l'adresse suivante :

contact-demat@social.gouv.fr

En raison de l'obligation de sécurité et de confidentialité dans le traitement des données à caractère personnel qui incombe au responsable de traitement, votre demande ne sera traitée que si vous apportez la preuve de votre identité.

Pour vous aider dans votre démarche, vous trouverez ici

<https://www.cnil.fr/fr/modele/courrier/exercer-son-droit-dacces>, un modèle de courrier élaboré par la CNIL.

Le responsable de traitement s'engage à répondre dans un délai raisonnable qui ne saurait dépasser 1 mois à compter de la réception de votre demande.

Destinataires des données

Le responsable de traitement s'engage à ce que les données à caractères personnels soient traitées par les seules personnes autorisées. Chaque administration précise les personnes habilitées à traiter les données. En principe, seuls les agents ayant des profils « Instructeur et intervenant externes ayant accès aux dossiers » peuvent être destinataires des données. Par défaut nous rappelons qu'un cloisonnement existe, qui sépare les accès entre les différents comptes et profils.

Sécurité et confidentialité des données

Les mesures techniques et organisationnelles de sécurité adoptées pour assurer la confidentialité, l'intégrité et protéger l'accès des données sont notamment :

- Stockage chiffré des pièces jointes des pièces jointes en base de données ;
- Stockage des mots de passe en base hachées
- Cloisonnement des données
- Mesures de traçabilité
- Journalisation et surveillance
- Protection contre les virus, malwares et logiciels espions
- Protection des réseaux
- Sauvegarde
- Hébergement agréé « Données de santé » (HDS), notamment avec mesures restrictives limitant l'accès physique aux données à caractère personnel

Sous-traitants

Certaines des données sont envoyées à des sous-traitants pour réaliser certaines missions. Le responsable de traitement s'est assuré de la mise en œuvre par ses sous-traitants de garanties adéquates et du respect de conditions strictes de confidentialité, d'usage et de protection des données.

Sous-traitant	Finalité	Pays	Garanties
Cegedim	Hébergement	France	https://www.cegedim.fr/Pages/Politique-de-donnees-personnelles.aspx

Cookies

Un cookie est un fichier déposé sur votre terminal lors de la visite d'un site. Il a pour but de collecter des informations relatives à votre navigation et de vous adresser des services adaptés à votre terminal (ordinateur, mobile ou tablette).

Le site dépose des cookies de mesure d'audience (nombre de visites, pages consultées), respectant les conditions d'exemption du consentement de l'internaute définies par la recommandation « Cookies » de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). Cela signifie, notamment, que ces cookies ne servent qu'à la production de statistiques anonymes et ne permettent pas de suivre la navigation de l'internaute sur d'autres sites.

Il convient d'indiquer que :

- Les données collectées ne sont pas recoupées avec d'autres traitements
- Les cookies ne permettent pas de suivre la navigation de l'internaute sur d'autres sites